

# Orgies réactionnaires en Roumanie

Christian Rakovsky

*Source : «Vorwärts», 24e année, n° 186, 11 août 1907, p. 5. Traduction MIA.*

**A**ucune autre expression ne saurait mieux caractériser les événements qui se déroulent en Roumanie depuis le mois de mars. Il ne s'agit, en réalité, ni d'un épisode isolé, ni du zèle excessif d'un quelconque fonctionnaire ou d'un policier en furie, mais bien d'une persécution systématique du mouvement ouvrier roumain. Les socialistes roumains se voient littéralement placés hors la loi ; pas une seule garantie constitutionnelle n'est plus respectée par les autorités.

Le droit d'association, le droit de réunion, la liberté de la presse : tout cela est solennellement garanti par la loi fondamentale de l'État roumain, mais tout cela cesse d'exister dès qu'un socialiste entend en faire usage. L'inviolabilité du domicile est foulée aux pieds de manière inouïe, le courrier qui nous est adressé n'arrive jamais entre nos mains, nos fonds sont saisis et dérobés par la police, et l'on ose recourir à la violence la plus brutale contre nos personnes dans les prisons et les commissariats.

On nous déclare étrangers ; nous qui sommes pourtant de bien meilleurs Roumains que les assassins de notre peuple ; on nous qualifie de vagabonds ; nous qui vivons honnêtement du fruit de notre travail ; et l'on tente de nous imposer une résidence forcée, en bannissant des villes vers leurs villages d'origine les ouvriers actifs dans le mouvement.

Le signal de ce régime infernal imposé par la réaction roumaine a été donné à la fin du mois de mars de cette année.

Ce n'est pas ici le lieu de nous étendre longuement sur les troubles agraires en Roumanie ; il suffit de constater que notre pays est le seul en Europe à se situer, en matière de survivance du servage, encore derrière la Russie. Notre aristocratie, ancienne et nouvelle, demeure aujourd'hui maîtresse du travail paysan, elle dispose encore des femmes et des enfants des cultivateurs. De là procèdent leur effroyable misère et leur profonde ignorance ; à peine 7 à 8 % de notre population rurale connaît les premiers rudiments de la lecture et de l'écriture. Telle est l'origine des soulèvements paysans.

À cela vint s'ajouter la propagande antisémite des libéraux, aujourd'hui au pouvoir ; cette propagande a indéniablement facilité l'éclatement du mouvement paysan. Certes, on était loin de s'attendre à ce qu'il prît une telle ampleur et que les paysans s'en prissent non seulement aux propriétaires terriens juifs, mais aussi aux propriétaires roumains.

Que firent donc les libéraux pour se décharger de la responsabilité qui pesait sur eux ? Ils organisèrent l'un des plus grands massacres que l'histoire des guerres civiles ait jamais connus. À coups de canons et de fusils, ils abattirent neuf mille paysans qui ne disposaient pour toute arme que de bâtons et de fléaux. Des villages entiers furent rasés. Des centaines de paysans furent condamnés à mort par des tribunaux militaires, avant même que l'état de siège n'eût été proclamé. Dans les villages où l'insurrection avait éclaté, on sélectionna quelques paysans suspects pour châtier le village de sa

participation aux troubles. Dans d'autres villages, pourtant demeurés calmes, on tua des paysans afin de prévenir des troubles !

À peine parvenu au pouvoir, le parti libéral fit preuve d'une soif de vengeance frisant la démence. C'est ainsi qu'il voulut étouffer les remords de sa mauvaise conscience, car lui qui avait gouverné pendant 30 des 41 années du règne du roi Charles, porte en dernier ressort la responsabilité de ces catastrophes, pour avoir laissé passer le moment des réformes les plus nécessaires. Il entendait en outre faire montre de sa force devant l'Europe et prouver aux financiers européens qu'il existait un gouvernement ferme, capable de maintenir l'ordre. Les paysans roumains furent trahis par les libéraux parce qu'ils n'avaient pas suivi leurs conseils jusqu'au bout.

C'est également du désir des libéraux de se blanchir aux yeux du monde de toute responsabilité dans les troubles agraires qu'est née leur assertion malhonnête selon laquelle les socialistes en seraient les coupables.

Ils voulurent rendre notre mouvement responsable de leur propre ignominie. Ils avaient contre nous des hommes au lourd passé. Les libéraux roumains se vantent d'avoir anéanti l'ancien mouvement socialiste de Roumanie. Ils l'ont tout simplement acheté, en octroyant aux intellectuels des postes, des mandats et des dignités ; ils ont ensuite dispersé l'élément ouvrier, en poussant une partie vers le nationalisme, une autre vers l'antisémitisme, une troisième vers l'indifférence. Depuis moins de deux ans, un nouveau mouvement ouvrier a vu le jour, qui s'est développé avec vigueur en conservant un caractère socialiste parfaitement pur. Tant que les libéraux se trouvaient dans l'opposition, ils tentèrent d'établir des liens secrets avec ce nouveau mouvement — certains anciens socialistes, ralliés aux libéraux, nous proposèrent régulièrement des subventions pour nos journaux —, ce qui leur aurait permis de diriger en coulisses le mouvement ouvrier, tout en le condamnant publiquement. Il est superflu de préciser que nous avons repoussé ces propositions avec le plus grand mépris, et que nous avons pris les dispositions nécessaires pour qu'elles ne se renouvellent point. On comprend dès lors la rage des libéraux à notre égard. Il convient aussi de garder à l'esprit qu'en Roumanie, il n'existait jusqu'alors que deux partis, le libéral et le conservateur, et qu'un parti nouveau comme le nôtre est susceptible d'influer notablement la vie politique.

À peine installé au pouvoir, le parti libéral prit des mesures contre nous. La première fut la confiscation de notre journal pendant un mois entier, bien que la législation roumaine interdise la confiscation sans jugement préalable. Puis vinrent les persécutions et les arrestations de tous les camarades en vue. Des centaines d'entre nous furent retenus dans les prisons et les casernes. À Bucarest, cent dix membres du syndicat des cheminots furent purement et simplement appelés sous les drapeaux et maintenus à la caserne pendant dix jours. Nombre de ces détenus n'étaient nullement des soldats, et les autres avaient depuis longtemps satisfait à leurs obligations militaires. On croyait, par ce moyen illégal, prévenir une grève des employés des chemins de fer que l'on redoutait.

Il suffisait que quelqu'un fût connu comme membre d'un syndicat ou d'une de nos associations politiques pour être aussitôt poursuivi et arrêté. L'éditeur même de notre organe de parti fut appréhendé. Depuis quatre mois, un certain nombre de camarades croupissent en prison, parmi lesquels Ștefan Gheorghiu de Ploiești, accusé d'avoir insulté un officier des pompiers dans la presse. Gheorghiu fut traduit devant un tribunal militaire, bien qu'il ne fût ni réserviste ni soldat en activité au moment des faits qui lui étaient reprochés. Particulièrement révoltante fut l'arrestation de douze membres du syndicat des cheminots de Pașcani. Trois d'entre eux furent sauvagement battus, ce qui relève des pratiques courantes dans les commissariats de police roumains.

Il fallait à tout prix détruire notre mouvement. Les arrestations n'ayant pas répandu la terreur escomptée, on recourut aux expulsions, qui constituèrent un abus tout à fait inouï du pouvoir étatique roumain. En l'espace de deux mois et demi, depuis la fin mai, on a expulsé de Bucarest huit cent quatre-vingt-quatre personnes, pour la plupart des ouvriers. Parmi elles figuraient des camarades étrangers affiliés aux syndicats roumains, et notamment des ouvriers de Transylvanie, souvent établis en

Roumanie depuis vingt ans et pourvus de femme et d'enfants. L'attitude des autorités roumaines à Galatz fut particulièrement provocante : avant la grande grève de masse politique et pendant la grève de la scierie mécanique Götz, la police expulsait quotidiennement quelques ouvriers étrangers, et ce alors même que se tenait notre deuxième congrès. On cherchait par là à exercer une pression sur les ouvriers roumains. On alla jusqu'à expulser des camarades hongrois qui n'étaient pourtant pas impliqués dans la grève, uniquement en raison de leurs sentiments de solidarité. À cette occasion, il convient de relever l'attitude indigne du consul austro-hongrois de Galatz, qui n'opposa aux femmes des expulsés qu'un refus catégorique. C'est ainsi que de nombreux ouvriers du pays furent bannis, contraints d'abandonner leurs familles sans aucune ressource.

Aucune grève ne se déroule sans que des ouvriers ne soient expulsés. Mais tout ce qui peut se concevoir en Europe occidentale et centrale est surpassé par le fait que des citoyens roumains sont expulsés de leur propre patrie. Cela vaut avant tout pour les Juifs roumains. Il est de notoriété publique que ceux-ci sont exclus des droits politiques, mais il est tout aussi certain qu'ils sont sujets roumains, puisqu'ils ne possèdent aucune autre nationalité. Le gouvernement roumain les traite également comme des sujets, en leur imposant tous les devoirs des citoyens roumains et en premier lieu le service militaire. Malgré cela, ces Roumains sont quotidiennement expulsés par leur propre gouvernement. Mais qu'advient-il lorsque le pays vers lequel les expulsés sont refoulés refuse de les accueillir ? Le gouvernement roumain s'efforce alors de soudoyer un modeste douanier ou pousse les expulsés à traverser la frontière sous le couvert de la nuit. C'est ce qui arriva à notre camarade Lupu Grünberg, secrétaire du syndicat des employés de commerce de Galatz, dont non seulement lui-même, mais aussi son père sont nés en Roumanie. Le camarade Laslo fut conduit de nuit à la frontière et menacé de coups de fusil par les gendarmes s'il n'obtempérait pas à l'ordre de la franchir. Les frères Gebhard ayant refusé, on les conduisit à Bucarest, on les roua de coups, on les mit aux fers et on les envoya à la frontière bulgare. Refoulés de là, on tenta de les embarquer sur un navire du Danube à destination de la frontière hongroise ou serbe. Le capitaine ayant refusé de les prendre, ils furent conduits, ainsi que d'autres camarades, en un lieu qui nous demeure inconnu !

L'arbitraire illimité des fonctionnaires trouve une illustration frappante dans le fait que le tristement célèbre préfet de Galatz, Atanasiu, déclara un jour de sa propre autorité la constitution suspendue et, sur la base de cet acte despotique, fit fermer les locaux de trois syndicats, confisquer leurs fonds, leurs bibliothèques et leurs archives, et interdit toute réunion et tout attroupement dans la rue, à l'exception de celui des demandeurs d'emploi. Le prolétariat de Galatz infligea une leçon mémorable à ce gouverneur à la russe en proclamant la grève de masse politique et en obtenant ainsi le retrait de toutes ces mesures arbitraires.

Après avoir expulsé des Juifs roumains, après avoir imposé à nos meilleurs camarades, sous le prétexte de vagabondage, une résidence forcée dans leur commune natale, le gouvernement s'en prit à des citoyens de nationalité roumaine incontestable. Ce fut le cas d'Enein Atanasov, né en 1876 en Dobroudja et devenu, en vertu du traité de Berlin et de la législation roumaine, un sujet roumain après avoir été de souche turque. En cette qualité, il accomplit son service militaire en mars 1894. Après l'avoir détenu douze jours au poste de police de Constanța et, bien entendu, passé à tabac, après l'avoir arrêté une seconde fois pour diffusion de tracts socialistes, on décida de son expulsion. On le contraignit à embarquer sur un bateau en partance pour la Grèce. Le camarade protesta. À bord s'ensuivit une lutte acharnée avec les policiers qui tentaient de l'enchaîner. Le capitaine finit par les faire débarquer. On conduisit ensuite le camarade à la frontière bulgare, puis à la frontière hongroise, où il fut chaque fois refoulé. Mais on ne l'autorisa pas à quitter le bateau, où il se trouve encore à l'heure actuelle ! Nos gouvernants espèrent toujours pouvoir soudoyer un fonctionnaire bulgare et déposer notre camarade de nuit sur le territoire bulgare.

Examinons à présent un autre cas, qui me concerne personnellement. Le gouvernement roumain m'accorde l'honneur immérité de me considérer comme l'instigateur du mouvement ouvrier roumain actuel. De là procèdent sa haine et les persécutions dont je suis la victime. Je ne m'étendrai pas sur toute la bassesse et la soif de calomnie dont je fais l'objet, c'est là le sort naturel de tout combattant de

la cause socialiste. Sous le précédent gouvernement — au mois de mars — on organisa lors d'un meeting une véritable chasse à l'homme à mon encontre, où ne manquèrent ni les coups de revolver ni les coups de bâton. Je quittai le lieu du combat la tête blessée.

Ne parvenant pas à m'abattre, on cherche à présent à m'expulser. Or, je suis un citoyen roumain. Même si je suis né sous la domination ottomane, dans l'actuelle Bulgarie, je suis toujours considéré comme un Dobroudjien, car mon père et mon grand-père étaient propriétaires terriens et habitants de la Dobroudja. Mon père était incontestablement citoyen roumain depuis l'annexion de cette province par la Roumanie, lui qui était électeur, et même conseiller municipal. Pour ma part, en ma qualité de citoyen roumain, j'ai dû accomplir mon service militaire en tant que médecin, je suis électeur, je fus élu au conseil du département et j'exerce encore ce mandat à présent. Il y a quatre mois, le gouvernement avait déjà commencé à préparer mon expulsion. On commença par me déclarer déchu de mon grade d'officier, parce qu'[un article signé de mon nom](#) parut dans « *L'Humanité* » de Paris à un moment où j'étais détenu militairement à Constanța. Samedi dernier, le tribunal militaire prononça son verdict contre moi. On ouvrit ensuite une enquête au sein du conseil du département, dont je suis membre. Mes très honorés collègues découvrirent soudain que je n'étais pas citoyen roumain et invitèrent le gouvernement roumain à m'expulser. Cette procédure était illégale, et le vice-président du conseil du département protesta par une lettre rendue publique. On n'a pas encore osé proclamer mon expulsion, mais le jour où cela se produira, cette infamie constituera une nouvelle source de conflit dans la lutte contre le gouvernement.

Nous, socialistes roumains, sommes conscients des difficultés extraordinaires dans lesquelles se déroule notre combat. Mais nous ne nous sommes pas contentés, jusqu'à présent, de résister ; nous sommes également passés à l'offensive avec énergie. La réaction roumaine sera, elle aussi, vaincue. Les sympathies et le soutien du prolétariat international seront nos meilleurs alliés dans ce combat ardu.

Dr. C. Rakovsky.